

Index AI : PRE01/118/2011  
07 March 2011

## **L'Azerbaïdjan doit mettre fin à la répression contre les organisateurs d'une manifestation**

Amnesty International appelle les autorités de l'Azerbaïdjan à mettre fin immédiatement à leurs mesures répressives contre les militants qui préparent une manifestation prévue le 11 mars, inspirée par les récents événements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Des militants disent avoir été détenus, torturés et privés d'accès à une assistance juridique dans le cadre d'une répression de cette manifestation, qui est organisée à l'aide de sites de réseaux sociaux tels que Facebook.

« Les autorités azerbaïdjanaises doivent cesser cette répression immédiatement et permettre aux militants d'organiser des manifestations pacifiques », a souligné John Dalhuisen, directeur adjoint du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

Le militant Bakhtiyar Hajiyev, 29 ans, a été arrêté le 4 mars pour ne pas avoir respecté, semble-t-il, une décision de justice lui interdisant de quitter sa ville natale, Ganja, et a été interrogé par la police au sujet des opinions qu'il avait exposées sur Facebook.

Plus tard le même jour, un tribunal de Ganja a ordonné son maintien en détention pendant deux mois, dans l'attente d'un procès pour soustraction au service militaire. S'il est reconnu coupable, il encourt deux ans de prison.

Au cours de l'audience, il a transmis à son avocat une lettre indiquant qu'il avait été battu, torturé et menacé de viol par des policiers pendant sa détention. Il a entamé une grève de la faim pour protester.

« Bakhtiyar Hajiyev est sans cesse harcelé uniquement pour avoir exprimé ses opinions.

« Les allégations de torture et d'autres mauvais traitements doivent faire sans délai l'objet d'une enquête approfondie », a ajouté John Dalhuisen.

La police affirme qu'il ne s'est pas présenté quotidiennement auprès d'elle, ce qu'il était tenu de faire depuis que des poursuites ont été engagées contre lui fin janvier à la suite de sa précédente arrestation, en novembre 2010, pour soustraction au service militaire.

Les autorités azerbaïdjanaises ont recouru à la conscription forcée contre des détracteurs du gouvernement à plusieurs reprises, notamment contre le journaliste Eynoulla Fatoullaïev, qu'Amnesty International considère comme un prisonnier d'opinion.

« Le principal objectif des autorités azerbaïdjanaises est d'effrayer les jeunes afin qu'ils soient soumis en raison de ce qui se passe dans le monde arabe », a déclaré Fouad Hassanov, une militante azerbaïdjanaise qui défend les droits humains.

Daïanat Babaïev, membre du comité des jeunes du Parti du front populaire d'Azerbaïdjan, qui participe à l'organisation des manifestations, a également été arrêté le 4 mars. Il a été détenu au secret pendant deux jours et condamné à 10 jours de détention administrative pour entrave à la police.

Selon la police, il a été arrêté dans la rue à Bakou pour avoir juré au téléphone. Cependant, Daïanat Babaïev affirme avoir été arrêté par des agents des services de sécurité dans un cybercafé. Ses parents n'ont appris sa détention que le 6 mars, après avoir enquêté de manière privée, et il a rencontré son avocat lundi 7 mars pour la première fois depuis son arrestation.

Etibar Salmanly, un étudiant qui distribuait des tracts annonçant la manifestation du 11 mars, se cache depuis que la police a appelé le 7 mars au matin à son domicile alors qu'il était sorti, pour l'interroger, semble-t-il, au sujet d'allégations selon lesquelles il aurait « maudit une femme » dans la rue.